

FRACHON CONTRE LA GREVE GENERALE

La lettre ouverte de Frachon aux métallos de l'usine Chenard et Walker résume on ne peut mieux la stratégie des chefs stalinien à l'étape présente. Elle constitue en outre un aveu catégorique de la crise de confiance de larges couches de militants du P. C. F. à l'égard de la politique de leurs dirigeants.

Pourquoi Frachon a-t-il écrit et fait diffuser cette lettre?

« Nos constatations, avec étonnement, écrit le Secrétaire Général de la C.G.T. que certains militants sont assez étourdis pour se laisser impressionner par cette propagande des agents de l'ennemi. Mais lorsqu'on est un dirigeant, qu'on a eu l'honneur d'être élu par ses camarades à un poste de direction, il faut éviter d'être étourdi. »

C'est là que se trouve la clef du problème. Frachon est contraint de prendre violemment position contre la grève générale parce que des centaines et des milliers d'ouvriers de son propre parti sont partisans de la grève générale. Ces militants ne comprennent pas pourquoi les chefs n'en donnent pas l'ordre.

Le Congrès Confédéral, les déclarations de Duguet, d'Hénaff, de Croizat, etc., ne suffisent plus pour convaincre les « étourdis » de la justesse de la ligne de la C. G. T. et du P. C. F. hostiles à la grève générale. Frachon jette tout le poids de son prestige dans la balance et s'adresse aux militants de son parti, en passant par-dessus les organismes de direction et les dirigeants de la Fédération des métallos.

Ainsi le courant pour la grève générale est si puissant et si large parmi les couches décisives de l'avant-garde ouvrière de la métallurgie parisienne que Frachon se trouve dans l'obligation d'intervenir personnellement. Parfaitement conscients de la force de ce courant, Frachon et la direction du P. C. F. veulent à tout prix reprendre en mains, pour leur politique, la masse de manoeuvre que représente la base ouvrière de leur parti. Les exigences de la politique stalinienne demandent un parti manoeuvrant au doigt et à l'œil, sous la direction des « chefs aimés et éclairés » suivant les formules de la litanie stalinienne. Qu'il y ait le moindre doute, que la base commence à contester les directives du sommet, et c'en est fini du monolithisme indiscussible à toutes les gymnastiques et cabrioles d'une politique manifestement contre-révolutionnaire.

La calomnie, arme d'une politique contre-révolutionnaire.

L'intérêt de cette lettre est également de montrer le mécanisme de la formation de ce monolithisme stalinien.

Ainsi, des ouvriers de chez Chenard, dont aucun, ni de près, ni de loin n'est adhérent au P.C.I., ni même en rapport avec lui, ces ouvriers membres du P.C.F. sont pour Frachon: « les initiateurs d'une campagne, embauchés dans de nombreuses entreprises, pour faire ce genre de travail et parmi eux des agents gaullistes et des éléments trotskystes ».

Le prestige de Frachon ne suffit pas, il faut que le P.C.F. emploie l'arme empoisonnée de la calomnie dont Lénine estimait qu'elle était l'arme par excellence des contre-révolutionnaires. Mais ce fait éclaire les divergences du passé et les moyens criminels employés par les dirigeants stalinien. Ces faits éclairaient la monstrueuse tragédie judiciaire des procès de Moscou, où tous les compagnons de Lénine, calomniés par Staline, furent passés par les armes. Les militants du P.C.F., partisans de la grève générale doivent réfléchir sérieusement sur ce passé. Ils comprendront par leur propre expérience pourquoi un « chef » dont l'autorité est basée sur une politique révolutionnaire, n'a pas besoin d'utiliser cette arme empoisonnée, et aussi pourquoi les chefs à la Frachon qui ne veulent pas la Révolution sont contraints de salir d'honnêtes militants.

Pour Frachon c'est être un contre-révolutionnaire que de vouloir la Révolution.

« Je suis sûr qu'aujourd'hui, écrit Frachon, après les décisions de la Fédération des Métallos invitant tous les métallurgistes à organiser l'action pour le rajustement des salaires et l'échelle mobile, ils vous diront que ce sont là des brouilleries et qu'il vaut mieux faire la Révolution. »

Il n'y a pas si longtemps, au temps béni où Thorez et Croizat étaient ministres, Frachon qualifiait d'agents des trusts ceux qui estimaient que le blocage des salaires servait le patronat et que le minimum vital garanti par l'échelle mobile servaient les intérêts ouvriers. Aujourd'hui Frachon veut opposer la lutte pour l'échelle mobile au combat pour la destruction du régime capitaliste.

Chaque ouvrier a compris que la moindre de ses revendications mobilise contre lui le patronat, la presse bourgeoise, la flicaille, l'armée, la Justice, en un mot tout l'appareil d'Etat bourgeois. Chaque métallos a vu que même 350.000 mineurs en lutte ne parviennent pas à décrocher l'échelle mobile. Toutes les grèves partielles n'ont jamais arraché cette garantie. C'est donc que, pour l'obtention de l'échelle mobile, les luttes partielles ne suffisent pas. Pour régler, une fois pour toutes, les problèmes du pouvoir d'achat, il faut une grève générale qui doit briser la résistance de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat. En

un mot, la lutte pour le pain, pour le minimum vital garanti par l'échelle mobile ne peut être victorieuse que dans le cadre d'un combat révolutionnaire visant à détruire le régime capitaliste. Frachon et les dirigeants des métallos sont des menteurs quand ils déclarent aux ouvriers que des actions partielles peuvent arracher l'échelle mobile.

Que penser du travail de Frachon et de ses résultats?

Frachon n'aime pas beaucoup voir des ouvriers monter dans ses bureaux. Frachon est un homme très occupé. Il écrit dans sa lettre, le 25 octobre: « Je n'ai eu le temps de m'entrete-

chassait les flics des puits. Il est joliment travail de trahison de Frachon — l'homme-très-occupé —, qui constatait dans sa lettre qu'« une vague de colère et d'indignation soulevait les travailleurs » en ce matin du 25 octobre, mais qui s'est refusé à organiser et à orienter cette vague de colère vers la grève générale, vers une mobilisation totale de toutes les forces ouvrières qui n'attendaient qu'un mot pour se porter à l'aide de l'armée isolée et assiégée, que représente la grève des mineurs.

Les travailleurs veulent la grève générale. Reprenons point par point la perfi-

Oui, tous ces faits existent, mais Frachon pourrait ajouter à cette liste: les multiples brochures éditées, les multiples brochures publiées par le P. C. F. et la C. G. T. et qui toutes font une persévérante agitation contre la grève générale. Les traîtres de F. O. trouvent leur force dans la propre trahison de Frachon. Nombreux sont les travailleurs qui sont désorientés par la gymnastique de grèves partielles qui n'aboutissent à rien.

« Des catégories de travailleurs ne sont pas prêtes », affirme de plus Frachon. Reprenons les faits. Depuis la mi-septembre, nous avons vu Renault débrayer pour la grève générale, puis

La lettre ouverte de Benoît Frachon

AUX OUVRIERS DE CHENARD ET WALKER

que "L'HUMANITE" s'est bien gardée de faire lire aux mineurs

Camarades,

Je vous adresse cette lettre ouverte parce que je crois que vous avez été calomniés.

VOICI LES FAITS:

Le lundi 25 octobre, trois ouvriers de votre entreprise se sont présentés à la C.G.T. Ils disaient parler en votre nom.

Depuis le matin, à l'aube, des dizaines de milliers de policiers et d'hommes des troupes coloniales attaquaient les mineurs du Nord à l'aide de tanks.

Une vague de colère et d'indignation soulevait les travailleurs.

Je n'ai eu le temps de m'entretenir que quelques instants avec les trois ouvriers de votre entreprise.

Avec les dirigeants des Fédérations, nous avions à organiser la protestation et la solidarité des travailleurs en faveur de leurs camarades mineurs odieusement agressés.

Voici ce que m'ont dit en ce court laps de temps ceux qui prétendaient parler en votre nom:

Nous venons au nom de tous les travailleurs de chez Chenard vous indiquer qu'ils refusent de manifester leur solidarité par des mouvements partiels.

Même la solidarité financière, ils la considèrent comme inopérante. Au cours de la collecte, ils nous ont versé de 10 à 20 francs.

Ils ne veulent agir que si vous donnez l'ordre de grève générale.

Je résume leurs déclarations, mais dans la forme et dans le fond, c'est ce qu'ils m'ont dit.

Je puis vous assurer que je n'ai rien cru de ce qu'ils me disaient.

J'étais et je reste convaincu qu'en vous prêtant de tels sentiments, ils vous ont calomniés.

Ce n'est pas vrai que des travailleurs restent impassibles devant la lutte héroïque de 350.000 de leurs camarades.

Ce n'est pas vrai que les métallos de chez Chenard restent insensibles à l'esprit de solidarité ouvrière active quand, autour d'eux, les autres prolétaires s'émouvent et soutiennent les mineurs de toutes leurs forces.

RESTE UN POINT SUR LEQUEL JE VOUS DOIS

QUELQUES EXPLICATIONS.

Vos trois collègues ont essayé de justifier l'attitude qu'ils vous ont prêtée en déclarant que vous étiez prêts à participer à une grève générale.

C'est avec des déclarations de ce genre, à allure ultra-révolutionnaire, que certains agents de la réaction essaient actuellement de décourager toute action de la classe ouvrière.

Nous savons très bien, et c'est un sentiment louable, que les travailleurs, aux prises avec la politique de misère et de réaction du gouvernement et des grands capitalistes qu'il représente, recherchent les moyens de lutter efficacement avec le plus grand rassemblement de forces possibles.

Décourager les ouvriers d'apporter leur solidarité effective aux mineurs n'est certainement pas la voie qui y conduit.

Mais quand ces personnages parlent de grève générale, déclarent que seule la grève générale est efficace,

nir que quelques instants avec les 3 ouvriers de votre entreprise. Avec les dirigeants des Fédérations nous avions à organiser la protestation et la solidarité des travailleurs en faveur de leurs camarades mineurs odieusement agressés.

Frachon avant d'occuper son fauteuil, fut métallos, il sait qu'on juge un ouvrier sur la qualité du travail qu'il sort. Que penser des résultats du travail d'orfèvre de Frachon et de ses collègues?

Les C. R. S. de Moch ont occupé tous les puits. Ils font régner dans les régions minières, une terreur pire que celle que les S. S. ont fait régner pendant l'occupation.

Cependant quelques jours auparavant, ces mêmes mineurs du Nord décollaient les inspecteurs de police,

de argumentation de Frachon contre la grève générale:

« La grève générale n'est pas une chose simple », écrit-il.

Oh! non, la grève générale n'est pas une chose simple. Mais elle est avant tout compliquée par le fait que Frachon et ses collègues s'opposent par tous les moyens à la grève générale. La direction de la C. G. T. sait que lors de la mort du premier mineur tué à Firminy, tous les ouvriers étaient prêts à marcher comme un seul homme. Mais les « chefs » n'ont pas lancé l'ordre de grève générale!

L'ennemi utilise « la presse, la radio, les traîtres pour semer le trouble et le pessimisme chez une partie des travailleurs », écrit encore Frachon, argumentant contre la grève générale.

SEMAINE ANGLAISE ET GREVE GENERALE

Pour déclencher la grève « générale limitée » du samedi 13 novembre l'Union des Syndicats de la R. P. a réuni les cadres syndicaux à 18 heures vendredi. Quelques heures avant cette réunion le stalinien « Ce Soir » publiait la décision prise par cette assemblée! Les responsables d'entreprises, dans leur immense majorité, pris de court, n'avaient pas été mandatés par des assemblées de leurs entreprises ou de leurs syndicats qui ne s'étaient en général pas réunies.

Après sept semaines d'inaction de l'Union face aux luttes des mineurs, des métallos, etc., et pendant lesquelles chaque jour la police se faisait la main sur les ouvriers, une hâte fébrile s'emparait d'Hénaff et de ses amis. Ils avaient maintenant un bon cheval de bataille: Des élus stalinien de Paris s'étaient fait matraquer alors que, ceints de tricolore, ils allaient participer à la mascarade patriotique

du 11 novembre à l'Arc de Triomphe! De plus, comme c'était la fin de la semaine, ils avaient ainsi la possibilité de déclencher une action qui ne risquerait pas de les déborder, ni sur le terrain des revendications, ni sur celui de la durée et de la généralisation de la lutte.

La discussion fut limitée à l'écoute des quatre premiers inscrits, pour « gagner du temps », explique le président; en fait pour gagner la manche contre la classe ouvrière.

Bien choisis, ces premiers inscrits approuvèrent la grève limitée au samedi. Après quoi pour « aller vite », les assistants furent invités à donner leur avis sur la résolution, de leur place, ce qui permit d'empêcher pratiquement qu'on entende leurs critiques. Pourtant des milliers de travailleurs, dont la masse débordait dans la rue, voulaient se battre dans une lutte générale seule capable d'attein-

les ouvriers rentrer écoeürés par l'attitude des benzes qui les avaient lancés dans la lutte pour une grève de 2 jours; toutes les usines de l'aviation, les sidérurgistes de l'Est, les dockers, les marins, les mineurs ont débrayé à leur tour. Au Congrès confédéral Drouart affirmait que les cheminots étaient prêts à faire la grève générale, mais, continuait-il, « sagement les dirigeants se sont refusés à cette action ». Ainsi, toutes les couches décisives voulaient la grève générale. Frachon attend-il que le suisse de Notre-Dame lui déclare qu'il est prêt à la grève générale pour décider que c'est le moment d'y aller? Non, ce ne sont pas les travailleurs qui ne sont pas prêts. Ce sont les chefs qui ne veulent pas de la grève générale parce qu'ils trahissent la classe ouvrière.

dre les objectifs revendicatifs et de jeter à bas les Jules Moch et autres policiers fusilliers. Les cris de « grève générale illimitée » de « à l'action » obligèrent Hénaff à enlever la réunion au pas de course. Il dut pourtant dire qu'il y avait des résolutions demandant la grève générale illimitée. Devant les applaudissements qui saluèrent cette information, vivement il insista sur le fait que les plus nombreuses voulaient la grève du samedi seulement. Puis le vote fut acquis à l'esbrouffe: il ne fut pas unanime. Avant, toutefois, Hénaff, pour rallier tous les délégués, affirme que les entreprises qui voudraient continuer la grève pourraient le faire. Il ne parlait pas, pour elles, de la coordination qu'il affirmait nécessaire à la grève limitée du samedi. Cette politique d'isolement des secteurs les plus combats ne peut que les conduire à des échecs et à la démoralisation qui demain, serviront à Hénaff et à ses amis à discréditer la grève générale.

MAILLET.

Comment a été élue LA DÉLÉGATION CHAUSSON

Nous sommes allés demander au camarade Righetti, qui fit partie de la délégation de l'Usine Chausson auprès du Bureau Confédéral, quelques précisions au sujet des affirmations contenues dans la lettre de Benoît Frachon.

Dans quelles conditions a été nommée votre délégation?

« Lors de l'assassinat du premier mineur à Firminy, comme dans toutes les entreprises, la colère grondait chez Chausson. Une Assemblée générale fut tenue pendant le travail. La totalité du personnel, moins 3 ou 4 ouvriers, y assistait. L'Assemblée unanimement mandata une délégation comprenant des responsables syndicaux et des ouvriers de la base au Bureau Confédéral pour lui réclamer le déclenchement de la grève générale.

Comment s'est fait le vote? « A main levée. La délégation comprenait 15 personnes et fut élue à l'unanimité moins une voix.

Comment avez-vous été reçus au Bureau Confédéral?

« Nous avons été reçus par Dufriche, Secrétaire de Benoît Frachon. Au moment où nous entrions, la délégation de chez Chenard sortait.

Dufriche nous déclara qu'il était très heureux de nous recevoir et qu'il voudrait voir passer des centaines de délégations semblables dans son bureau.

Quelles raisons vous a-t-il données pour défendre l'orientation d'opposition à la grève générale?

« Tout le monde n'est pas mûr, a-t-il dit, et les mineurs se battent pour des revendications corporatives. Ils ne veulent pas de la grève générale. Il est à remarquer que Martel, des mineurs, vint à sa rescousse pour nous expliquer le caractère « corporatif » de la grève des mineurs.

« Je n'ai pas besoin de te dire qu'il ne convainquit personne.

Quelle fut la réaction des ouvriers au retour de la délégation?

« Les responsables syndicaux refusèrent une Assemblée générale. Et ce fut sur le panneau syndical que fut inscrit le compte rendu de la délégation. On y annonçait que les mineurs menaient une lutte corporative et qu'il n'était pas question dans ce cas de la grève générale.

Quand la lettre ouverte de Frachon fut distribuée, quel fut son effet?

« Elle fut quasi-unanimement désapprouvée. Des camarades parlaient ouvertement de trahison. Frachon était décidé à frapper un grand coup. Il préféra perdre une usine que de la voir passer à une orientation différente en opposition à celle du Bureau Confédéral.

Comment fut accueillie la réponse de « l'Unité Syndicale »?

« Elle fut très lue et bien accueillie. Peu d'exemplaires furent distribués dans l'entreprise, et quelques heures plus tard elle était déjà connue dans l'usine d'en face.

Frachon vous accuse de saboter la solidarité financière?

« La solidarité financière n'est pas suffisante. Les mineurs n'arracheront pas seuls le minimum vital et l'échelle mobile. Les listes de souscription ont déjà donné plus de 30.000 francs et de nouvelles listes circulent ayant déjà atteint à peu près l'équivalent de la somme précédente.

« Il est à remarquer qu'un tract F.O. distribué chez Chenard dit clairement: pas un sou, pas un mouvement de solidarité pour les saboteurs de l'économie financière (c'est ainsi qu'ils parlent des mineurs en lutte). Ce tract a été accueilli avec un dégoût profond.

Quelles sont les perspectives dans l'usine?

« Il se produit une coupure entre les membres du P.C. Français qui suivent aveuglément les mots d'ordre de grève partielle, et l'ensemble des ouvriers qui n'en veulent pas. Mais la coupe est pleine. Les ouvriers se rendent de plus en plus compte que s'ils attendent un ordre des dirigeants, ils risquent d'avoir une barbe longue, pour reprendre l'expression d'un membre du P.C.F.

Connais-tu quelque chose au sujet de la délégation de chez Chenard?

« Oui, c'est l'usine voisine. La délégation n'a pas été désignée dans une Assemblée, c'est vrai. Mais elle était composée des responsables syndicaux; ce ne sont pas des trotskystes, mais des membres du P.C. Ils exprimaient à ce moment-là la volonté de leur usine et de beaucoup d'autres usines.

« Autant que je sache, Frachon les a bien reçus. Il lui a fallu une dizaine de jours avant de sortir sa lettre.

Fallait oublier: y avait-il un gaulliste dans votre délégation?

« Non; il y avait un gars inorganisé. Il n'est pas du R.P.F. Il a toujours participé aux grèves et a versé régulièrement aux listes de souscription. Il est très confus, aussi dans ce qu'il dit... Mais ce jour-là, il était en accord avec tous les ouvriers de l'usine, et il a été mandaté par toute l'assemblée. C'est une plaisanterie de très mauvais goût de dire comme Frachon que les gaullistes sont pour la grève générale.